

Coordination Nationale de l'Education

8 février 2018

Prise de notes par une camarade du SNESUP (N. Lebrun)

Ont participé à la CNE du 8 février les établissements suivants :

Aix-Marseille, Amiens, Angers, Bordeaux-Montaigne, Bordeaux, Compiègne, EHESS, Grenoble, Lille, Lyon 2, Marne-la-Vallée, Montpellier, Montpellier 3, Nancy, Nice, Orléans, Paris 1, Paris 2, Paris 3, Paris 4, Paris 5, Paris 6, Paris 7, Paris 8, Paris 9, Paris 10, Paris 11, Paris 12, Paris 13, Reims, Rennes 1, Rouen, Strasbourg, Toulouse Jean-Jaurès, Tours, Versailles Saint-Quentin, la coordination interlycéenne d'Ile-de-France.

Une large place a été laissée à l'état des mobilisations régionales.

Professeur du lycée d'Yvry sur Seine (Val de Marne) : Une AG rassemblant 8 établissements d'enseignement a produit collectivement un texte qui dénonce les politiques de la maternelle à l'université. Ce texte sera diffusé dans la presse locale. Une nouvelle AG est prévue le 15 février avec un périmètre élargi incluant des collègues de tout le département y compris de l'UPEC et de l'université Marne la Vallée.

Le mouvement lycéen sera certainement peu suivi car la semaine prochaine les lycéens passent le bac blanc. Cependant les AG et manifestations des 14 et 15 février sont maintenues. Les mobilisations lycéennes en dehors des épreuves du bac blanc fonctionneront mieux.

Université Paris 1 : Une série d'AG a été organisée à l'initiative des professeurs avec beaucoup de participants : 200, puis 500 puis 350. Une nouvelle mobilisation est proposée le 14 février. Il peut être intéressant que l'interfédérale donne des retours des discussions dans son périmètre pour qu'ensuite les différentes universités et lycées puissent envisager les mobilisations.

Université Le Mirail (Toulouse) : actuellement les personnels sont en grève pour faire barrage au projet de fusion, à la sélection à l'entrée de l'université et au plan étudiants. Les étudiants ont rejoints le mouvement. Les 1^{er} et 6 février : 1200 personnes ont participé aux AG et de 1000 à 2000 ont manifesté. Il est essentiel de coordonner à l'échelle nationale pour combattre les réformes.

Université Paris 4 : La semaine dernière, organisation d'une AG où 80 personnes ont participé. Lors de cette AG, des délégués ont été désignés pour participer à la CNE d'aujourd'hui. 50 personnes de Paris 4 étaient présents à la manifestation. Une pétition est en cours demandant la banalisation des enseignements. Paris 4 participera aux manifestations des 14 et du 15 février.

Intervention de l'interfédérale :

1/ Le terrain est favorable pour créer une dynamique en ce début du second semestre sur un certain nombre d'universités. L'objectif de l'interfédérale est de discuter des perspectives et de voir comment il est possible de continuer à se mobiliser contre la mise en place de la

sélection. Différentes dates ont été lancées. Il a été décidé d'une nouvelle date unitaire pour être plus nombreux dans la rue : le 15 février a été choisi pour mobiliser les lycéens, les étudiants, les personnels. Le gouvernement va faire des annonces sur le bac le 14 février et la commission mixte paritaire se réunit le 15 février pour débattre du projet de loi Plan étudiants.

2/ Comment peut-on continuer à mobiliser pendant la période des vacances ? La présence des étudiants et des lycéens sera moins importante. L'interfédérale soutient les différentes mobilisations pour être le plus nombreux dans la rue.

UNEF :

Malgré le comportement du gouvernement lors des manifestations (violences policières), la CNE arrive à converger. UNEF mobilisée à Nice où Vidal a été présidente de l'université de Nice, intersyndicale élargie à des associations à Lille. Début de mobilisation à Amiens, mobilisation importante à Angers. Nous avons intérêt à continuer à partager nos expériences. Il faut favoriser la participation des provinciaux dans cette CNE afin qu'elle conserve son caractère national.

Solidaires Montpellier : 1er et 6 février : AG suivie d'une manifestation avec une mobilisation un peu moins importante dans la manifestation du 6 février due à une météo pas favorable. En AG, il a été proposé une journée d'action le 14 février suivi d'une convergence des luttes dans le secteur de la fonction publique le 22 mars. La semaine prochaine le Président de l'université Paul Valérie organise une AG des personnels pour présenter la réforme. Il est prévu que les étudiants et personnels en lutte se fassent entendre.

Lycée dans la Drôme : 1er février surtout manifestation lycéenne. Il est prévu une rencontre avec les camarades de l'UNEF et de UNL à Grenoble.

UNEF Université de Nanterre : Des AG sont organisées depuis 2 semaines. Le 14 février se joindront les travailleurs sociaux et les sans papiers. Une autre manifestation est prévue le 15 février. La mobilisation est un peu lente dans les universités. Ces deux dates peuvent induire un dynamisme. Il faudrait avoir une autre date à la rentrée et non attendre le 22 mars. Il est proposé d'avoir un weekend CNE pour discuter des suites de la mobilisation et permettre aux personnes d'assister à la CNE

Université de Tours SNESUP : Il y a une progression de la mobilisation du côté étudiants : 200 personnes à la dernière AG. L'université a tenu compte de la mobilisation en banalisant les jours d'action.

Enseignant IUT Cachan : La mobilisation est difficile car les étudiants sont déjà dans des formations sélectives. Mais il y a quand même un espoir de mouvement y compris dans ces établissements car les collègues se rendent que le tri est de type social. Il faut travailler sur ce point pour mobiliser. On est dans un mouvement général même s'il est petit. Nous assistons à des mouvements à plusieurs vitesses dans les universités et lycées. Les mouvements lycéens peuvent devenir un peu plus explosifs. La CNE doit organiser ces mouvements à plusieurs vitesses. Il faut des dates communes en grand nombre d'ici le 22 mars.

Université Paris 8 étudiante : Il est difficile d'avoir un grand nombre de participation dans les AG : 100 personnes au mieux. Il faut demander à banaliser les cours, ce qui n'est pas facile.

Il y aura une mobilisation organisée le 15 février : il faut continuer à faire de l'information dans les universités car beaucoup d'étudiants sont encore peu ou mal informés.

Université de Lille : Le Collectif de Résistance à la Sélection (CRS) a été créé. Il comprend des enseignants, des étudiants, des lycéens et des travailleurs. Plusieurs champs d'action pour ce CRS : 1/ participation aux manifestations, 2/ interventions en amphi, 3/ blocus d'établissements. Aujourd'hui il a une grosse journée de mobilisation. Il y a eu des distributions de tracts aux Journées portes ouvertes. Il n'a pas beaucoup d'enseignants mobilisés pour le moment. Une Université populaire autogérée et ouverte à tou-te-s Lille 0 a été créé avec une dizaine de programmes mise en route(<https://www.facebook.com/CollectifResistanceSelection/>)

Université de Grenoble : L'intervenant demande à ce que la CNE organise une manifestation devant l'assemblée nationale. La Loi ORE va passer début mars en seconde lecture à l'assemblée. La logique de cette loi est d'attaquer les diplômes nationaux. Comment barrer la route au gouvernement ? Il est nécessaire d'organiser des mobilisations devant l'assemblée. Le même type d'initiative avait été fait en 1986 contre la loi Devaquet et la jeunesse avait eu gain de cause. Ce type de manifestation doit être appelé conjointement par les organisations syndicales de l'ESR, les étudiants et les lycéens. L'enjeu est d'étendre les mobilisations.

Université Paris 3 : La dernière AG a rassemblé environ 100 personnes lors de laquelle le premier appel de la CNE a été adopté. Il est nécessaire de rester unis entre lycéens, étudiants et personnels. L'appel au 15 février a été retenu pour mobiliser en même temps que les autres universités. Le 14 février n'a pas été retenu car il est difficile de mobiliser sur deux dates consécutives.

Université Montpellier 3 : Une AG a eu lieu mardi et a voté une motion montrant que derrière Parcoursup c'est l'accès à l'enseignement supérieur qui est remis en cause ainsi que le modèle universitaire français. Il ne faut pas trop éclater les mobilisations : le SNES et le SNESUP doivent appeler aux mêmes dates. Alors que la loi n'est pas votée, un comité d'éthique est déjà installé par le gouvernement. La section 11 du CNU a voté une motion qui reprenait l'appel de la CNE. Il faut inciter les collègues CNU à voter des motions.

SNESUP Strasbourg : L'amendement Groperrin vient d'être adopté au sénat :

« Ce ne sont pas les vœux des candidats qui doivent guider les choix d'ouvertures de places dans les filières de l'enseignement supérieur mais les débouchés professionnels réels qui s'offrent aux diplômés. Toute augmentation du nombre de places dans une filière devra être justifiée par de bons taux de réussite et d'insertion professionnelle. A l'inverse, une formation dont les taux de réussite et d'insertion professionnelle sont faibles ou en diminution devra connaître une réduction de ses capacités d'accueil. » . Les capacités d'accueil seront maintenant déterminées en fonction du marché du travail. C'est le patronat qui va déterminer les capacités d'accueil des formations dans les universités. Ceci doit être mis en rapport avec la multiplication des officines privées qui se font payer gracieusement pour accompagner les lycéens dans leurs démarches sur Parcoursup. On assiste à une amorce de la privatisation de l'enseignement supérieur, c'est-à-dire la mise en place d'un grand marché dérégulé de l'enseignement supérieur au service du patronat. Il faut expliquer

cela aux lycéens et aux étudiants : c'est une réforme politique qui sert le néolibéralisme et le patronat.

Intervention d'un enseignant chercheur chilien : Le syndicat unit des travailleurs chiliens dans le secondaire et le supérieur. Il salut la CNE car les enseignants, étudiants, lycéens en France luttent actuellement aux noms des travailleurs. Le peuple chilien l'a vécu également pendant la dictature où ce type de réformes ont été installées. Pinochet a privatisé les lycées professionnels et a mis en place la sélection à l'université. On a assisté au Chili à un appauvrissement des connaissances au profit des compétences pilotées par le patronat. Le gouvernement ne voulait pas que les travailleurs pensent car dans ce cas ils réfléchissent, revendiquent et se syndiquent. Seulement 3% d'enfants d'ouvriers accède à l'université. Il y a au Chili une forte inégalité dans le droit à l'éducation. Le Chili est devenu le laboratoire du néolibéralisme. Les politiques veulent imposer le modèle éducatif chilien inégalitaire à d'autres pays. François Hollande a signé un accord avec le Chili pour appliquer cette politique éducative chilienne en Europe et en commençant par la France. Il doit y avoir une revendication commune des étudiants et travailleurs afin d'avoir le pouvoir de l'éducation entre leurs mains.

MCF à l'Université Marne la Vallée : L'AG de lundi, convoquée par l'intersyndicale, a réuni environ 50 personnes dont des enseignants du secondaire des lycéens périphériques à l'université. Tous les conseils centraux se réunissent pour faire remonter les attendus. Le Président d'université organise des votes avec avis consultatif. Des étudiants ont tenté de présenter une motion à la CFVU qui n'a pas pu être mise au vote (élus encadrés par service d'ordre pour éviter toute forme de débordement). Des interventions sont prévues lors des prochaines Journées portes ouvertes. Des tracts vont continuer à être distribués dans les universités et les lycées. La journée de mobilisation du 15 février a été retenue dans la perspective de celle du 22 mars.

Université de Paris 7 : La dernière AG a réuni 30 personnes. La date du 14 février a été retenue pour les mobilisations. D'autres universités qui d'ordinaire ne bougent pas sont en train de se mobiliser certes pour le moment avec peu de personnes mais il y a un frémissement. Il faut convaincre tout le monde qu'un mouvement est la seule manière de contrer le gouvernement. Il a nécessité de continuer à faire des AG, de parler autour de nous pour informer afin de faire reculer le gouvernement.

Cachan : Il y a eu une AG le 31 janvier à l'ENS : 13 personnes. Le mot d'ordre de lutte contre la sélection doit changer car déjà aujourd'hui beaucoup de lycéens savent déjà que l'école est une machine à sélectionner. Il faut insister sur le fait que la réforme va renforcer le tri et va renforcer les étudiants les plus favorisés à avoir les meilleurs postes. Il faut également faire passer le message que le gouvernement sabre dans les budgets du service public et élargit le marché privé dans l'éducation. Le gouvernement à la volonté de comprimer le temps d'études des étudiants les plus défavorisés afin qu'ils occupent des emplois précaires. C'est une offensive de classe. Il faut peut être changer le mot d'ordre de « non à la sélection ».

Intervenant : Il faut mettre en avant la question des moyens (qui induit une réduction des places à l'université). Au sénat, la droite a réussi à faire passer un amendement sur les capacités d'accueil qui seront définies en fonction du marché du travail. La droite avait déjà

voulu supprimer le bac il y a plusieurs décennies. Il faut convaincre les personnes que le projet de réforme conduira à une situation pire que celle d'aujourd'hui. Il n'y aura plus la possibilité d'étudier pour tous. Il faut être plus nombreux et unis pour faire peur au gouvernement.

Université Rennes 1 : La mobilisation est en train de grandir. Il y a eu un blocage partiel de l'université ce mardi et total aujourd'hui. Il y a des répressions policières pour interdire les étudiants de manifester contre la loi. Il faut être très nombreux le 15 février.

Université de Lorient : Des AG sont organisées depuis le mois de novembre. On est passé de 20 personnes à 50 personnes à l'AG de la semaine dernière. On a une amplification de la mobilisation dans les manifestations : 50 manifestants le 1er février, 300 le 6 février. A Vannes, il y a eu 300 personnes dans la manifestation dont $\frac{2}{3}$ de lycéens d'un établissement. A force d'informer, les lycéens se mobilisent.

Université Paris 1 : Actuellement il n'y a pas que les jeunes qui sont contre le gouvernement. Il y a actuellement des mobilisations dans les EHPAD, en soutien des migrants et des travailleurs sociaux. Sud Rail cheminot soutient le mouvement de la jeunesse. Il faut faire bloc face au gouvernement et au patronat. Il est important de construire l'unité la plus large possible contre le gouvernement.

Université Paris 13 : Depuis octobre la mobilisation des personnels est centrée sur les moyens. Il manque 7 Meuros d'investissement et 300 postes. Les TD sont devenus magistraux en amphi, les TP qui s'effectuent sur deux salles sont assurés pour un seul enseignant. Il n'y a pas de création de postes. Les maquettes des licences ont été réduites à 1300 h au lieu des 1500 h de l'arrêté. L'AG du 1er février a réuni 200 personnes et la journée a été banalisée pour les étudiants ainsi que celle du 6 février. Un meeting va être organisé le 15 février pour attirer le plus de personnes possible avec des tracts pour les informer.

Doctorant contractuel à l'université de Paris 4 : Il y a déjà une logique globale car déjà les étudiants et lycéens sont déjà triés. L'objectif minimum à atteindre est de ne pas aggraver la situation d'aujourd'hui. Il y a un enjeu politique pour que cette loi ne passe pas. On a une fenêtre de tir avec les collègues du secondaire, du supérieur, etc pour agir ensemble. Le 22 mars sera une journée de mobilisation dans la fonction publique face à la suppression de postes. Il faut atteindre cet objectif du 22 mars. Pour cela il est important d'avoir une autre date de mobilisation unitaire et de grève le 15 mars. Il faut étendre la grève. Il faut que le 22 mars toutes les universités soient bloquées : il y a 50 ans mars était le début de mai 68.

Université de Marseille (site Saint-Charles) : Il y a actuellement une grosse mobilisation. Des lycées sont bloqués. Un rassemblement d'environ 50 personnes a eu lieu aujourd'hui suite au vote des attendus qui était à l'ordre du jour du CFVU. Le vote a été reporté. Il faut se mobiliser le 15 février car il n'est pas possible d'organiser des mobilisations tous les jours.

Université de Nanterre : Un appel au 15 février a été lancé. Pour avoir une chance de gagner, il faut élargir les mouvements. Le 22 mars est une journée d'action dans la Fonction Publique. C'est très bien de se caler sur cette date mais il faut une autre date unitaire d'ici là.

Il faut continuer à mobiliser. Il faut une date de mobilisation le 15 mars après les vacances. Il faut tendre vers la généralisation du mouvement, arrêter de travailler dans les universités.

Université Paris 1 : Lors des mobilisations, les manifestants étaient enthousiastes et gonflés à bloc malgré la météo maussade. Intervenir en amphi est une manière de mobiliser même pendant un cours. Une AG a été aussi organisée sur le site de la Sorbonne pour mobiliser les étudiants en philosophie. Il faut encore informer les étudiants qui ne connaissent pas encore le projet de loi. On peut encore mobiliser. Il faut rester sur les fondamentaux politiques afin d'élargir la mobilisation et on gagnera à long terme.

Université Paris 5 : La mobilisation commence à prendre. Nous avons eu une AG avec quelques dizaines de personnes avant la manifestation du 6 février. Il y a nécessité de banaliser les manifestations dans les universités. Les étudiants sont de plus en plus réceptifs face aux arguments contre le projet de loi. L'AG a voté le 15 février comme date de mobilisation. Le 14 février n'a pas été retenu car c'est trop compliqué de se mobiliser sur 2 dates consécutives.

Pascal Maillard (intervention à titre personnel) : Il faut que les journées de mobilisation des 14 et 15 février ainsi que celle du 22 mars soient un succès. On peut créer des slogans, des banderoles. On a des capacités d'invention. Il faut toucher la jeunesse via notamment les réseaux sociaux pour faire passer des messages simples. Il faut aller dans les quartiers populaires pendant les vacances pour que les lycéens prennent conscience de la gravité de la situation.

Evy : La mobilisation se monte peu à peu. Les étudiants et lycéens ne savent pas ce que c'est la sélection et disent parfois que c'est une bonne chose. Mais après discussion on arrive à les faire changer d'opinion à partir du moment où ils se rendent compte que c'est un tri social.

FO : FO est partie prenante de l'interfédérale nationale. La plateforme commune répond aux soucis des uns et des autres. Le bac doit rester le premier grade universitaire et permettre à l'étudiant de choisir sa formation du supérieur. Ce sont ces fondamentaux qui sont remis en cause aujourd'hui : est-il normal de mettre en place des critères sur des choses non vues au lycée (CV, lettre, etc). C'est une réforme économique et austéritaire. Nous sommes en train de rédiger une lettre à la jeunesse qui explique aux lycéens et aux étudiants les enjeux (sous forme d'un vrai-faux). Il faut appeler à la grève du 22 mars pour la défense des services publics avec un accès à tous et toutes.

CGT : "Tout bachelier libre de s'inscrire dans l'université de son choix" a été supprimé dans le projet de loi. Ce sont maintenant les capacités d'accueil qui vont décider si un étudiant peut accéder à l'université ou non. Il y a un besoin de mobilisation et d'étendre le mouvement. Pour le moment la majorité des collègues ne sont pas convaincus qu'il faut retirer ce projet de loi : il faut continuer à informer. Il faut appeler au 15 février. L'objectif est que le 22 mars soit une journée de convergence de l'ensemble de la fonction publique.

Sud éducation : Les journées de mobilisation des 1er et 6 février ont été une réussite. Le débat se déporte sur le fait que la sélection soit acceptable ou pas. La modularisation du lycée va multiplier les filières ce qui va accentuer les discriminations sociales. Les lycées

vont se spécialiser. Une inégalité territoriale et entre établissements va s'installer. Le rapport Mathiot préconise d'avancer les épreuves du bac pour en tenir compte dans Parcoursup. C'est une véritable mise en place de la sélection. Ce projet de loi c'est la liberté de se faire exploiter. C'est une attaque du service public, du statut des enseignants, la prolifération des coachs privés. On assiste à une véritable casse du service public en développant l'enseignement supérieur privé pour les bacheliers n'ayant pas trouvé de place dans l'enseignement public. La grève doit être reconductible.

UNEF : On devrait être capable de se mobiliser pendant les vacances en changeant le type de mobilisation. Il faut développer des actions coups de point. Le gouvernement a fait une erreur. Au delà d'une communication mensongère, il annonce aussi la suppression de la compensation annuelle à l'université. Il faut se coordonner pendant les vacances pour mettre plus de pression sur le gouvernement.

SNESUP (Michel Maric) : Tout a été dit. On rame un peu aujourd'hui mais on a raison de lutter contre ce projet de réforme. Il s'agit de défendre nos valeurs partagées ensemble (notamment entre différentes organisations syndicales).

SLU : C'est une question de moyens. Trouver 1 milliard / an est facile. Le gouvernement peut le prendre sur les 6 milliards / an consacré au CIR (Crédit Impôt Recherche à destination des entreprises) où aucun contrôle n'est effectué. Il faut demander qu'un 1/3 soit donné aux universités. / Il faut porter ce message à porter au niveau de la CNE. Des dizaines de milliards vont être donnés à l'armée. Il faut prendre une partie de ces milliards pour financer les universités

Intervenant : Le mouvement étudiant se lance. Suis assez optimiste du côté des personnels. Il faut que les étudiants aillent à l'encontre des lycéens pour discuter sur l'impact des projets de réforme.

Université de Strasbourg : Les étudiants ne sont pas trop au courant pour le moment. Il faut informer le plus possible les étudiants par des interventions dans les amphis, des blocages et des tractages.

Université Bordeaux Montaigne - Sud éducation : On assiste à une réduction du nombre de postes au concours du CAPES et de l'agrégation dès cette année alors que le nombre d'élèves augmente. A la place des précaires seront embauchés. Une grève de trois jours est prévue.

Université Paris 8 UNEF : 1/ Il faut faire connaître au public les problèmes budgétaires des universités en montrant le quotidien des étudiants et des personnels. 2/ Il est évident que le 15 février est propice à la mobilisation : c'est la période pendant laquelle le rapport Mathiot sera discuté en conseil des ministres. Il faut déconstruire ce rapport car il faut des éléments concrets pour mobiliser. Il faut multiplier les événements locaux pour informer les étudiants et les lycéens. Il faut des actions coups de point pendant les vacances organisées par des enseignants, des étudiants et des lycéens.

Université Lille 3 UNEF : Le mot d'ordre « contre la sélection » commence à mobiliser dans les universités. Comment peut-on rassembler de plus en plus d'étudiants ? Il faut

communiquer sur la casse annoncée de l'arrêté licence (disparition de la compensation, suppression du redoublement) et il faut porter aux lycéens les dangers de la sélection à l'université. Il faut réfléchir aux éléments qui peuvent toucher les étudiants et ainsi les faire sortir des amphis. C'est une véritable casse du code du travail qui est en train de s'opérer à travers ce projet de loi d'accès à l'enseignement supérieur. Il faut mobiliser le plus de personnes dans la rue.

Lycée Jean Macé dans le 94 : Les mobilisations ont commencé dès le 26 janvier. Il y a eu des blocus d'établissements et des manifestations. Il y a eu des répressions policières lors des manifestations. Un réseau de lycées de banlieue a été créé afin de se coordonner ensemble.

Université Sorbonne université (sites UPMC et Paris 4) : Les conseils centraux ont un fonctionnement anti-démocratique. Le 1er février a lancé la mobilisation. Des blocages ont eu lieu sur le site de Jussieu et il y a eu des agressions des étudiants par les services de sécurité. L'université empêche aux étudiants de s'exprimer. Il y a de la répression car les étudiants dérangent le gouvernement. Il faut mener des actions pour parler aux bacheliers en allant dans les lycées. Il faut aussi se mobiliser lors des Journées portes ouvertes.

Prépa lycée Fénelon : Le 6 février il y a eu un appel à la manifestation avec 15 autres lycées. L'ambition est de coordonner le mouvement étudiant dans la région parisienne. L'appel à manifestation sera soit le 14 février soit le 15 février. Le weekend d'après il y aura peut être une coordination lycéenne nationale.

Appel de la Coordination Nationale du 8 février :

http://www.snesup.fr/sites/default/files/fichier/cp-appel_cne_8_fevrier.pdf